



JÉRÔME JEAN HAEGELI

## Le rôle stabilisateur des assurances

L'économie mondiale est-elle devenue plus résistante aux chocs depuis la crise financière ? Malheureusement non. Au contraire, les grandes puissances économiques sont moins préparées à absorber des chocs qu'il y a dix ans. Des mesures s'imposent.

La résistance aux chocs désigne la capacité de récupération d'un système après un traumatisme important. Or, de nombreux facteurs quantitatifs et qualitatifs soutenant la solidité économique se sont affaiblis ces dernières années. La conjoncture mondiale a fortement ralenti, passant de 5 % en 2006 à un peu plus de 3 % en 2018. L'endettement absolu est bien plus élevé qu'il y a encore dix ans. Au premier trimestre 2018, le ratio d'endettement représentait 319 % du PIB mondial, contre 283 % au premier trimestre 2008. Dans l'intervalle, les banques centrales ont supplanté les investisseurs privés comme principaux acteurs sur les marchés financiers. Les marchés perdent ainsi leur fonction de signaux d'alerte des risques au travers des cours. Certains marchés parmi les plus ouverts sont en outre devenus plus protectionnistes, en particulier en matière de commerce et de libre circulation des personnes. En quoi cela préoccupe-t-il l'économiste en chef d'une compagnie de réassurance ? Les assurances sont un élément central d'un système économique équilibré. Elles ont un effet stabilisateur et rendent les économies plus résistantes aux chocs, pour trois raisons. Premièrement, l'approche consciente des risques profite à l'entrepreneuriat, au commerce et à l'investissement grâce à une allocation plus efficace des ressources – ce qui permet d'éviter des risques. Deuxièmement, les assurances aident la société à récupérer plus vite après un choc, grâce à la

protection financière. Enfin, les assurances agissent comme intermédiaires : en réintégrant l'épargne et les primes dans l'économie réelle, elles stimulent la croissance et assurent une certaine stabilité sur les marchés financiers.

### Près de 30 000 milliards de dollars

Les assureurs gèrent près de 40 % des fonds institutionnels investis à long terme, soit quelque 30 000 milliards de dollars. Des conditions-cadres réglementaires et politiques judicieuses permettraient d'acheminer ces capitaux vers des projets tels que des investissements en infrastructures, favorables à une croissance durable.

Les espaces économiques présentant une forte pénétration des assurances se remettent beaucoup plus vite d'une catastrophe naturelle que ceux qui ne peuvent compter que sur le gouvernement. D'importantes lacunes d'assurance subsistent néanmoins, toutes classes sociales confondues. Nous devons comprendre pourquoi ces lacunes existent et quels obstacles, du côté de l'offre et de la demande, empêchent une meilleure couverture. Aiguiser la conscience des risques sur les marchés développés et émergents ou élaborer, à l'aide des nouvelles technologies, des assurances abordables pour un plus grand nombre sont deux angles d'approche permettant d'améliorer la situation. Penser que l'on peut combler entièrement les lacunes d'assurance est sans doute illusoire. Notre objectif doit toutefois être de les réduire dans toute la mesure du possible – dans l'intérêt des individus, des entreprises et des États, mais également pour accroître la résistance aux chocs de l'économie mondiale.

Jérôme Jean Haegeli est l'économiste en chef du groupe Swiss Re, à Zurich.